



L'encre Libre

21 novembre, 11:09

Quand l'État détourne le regard : à Bourges, les enfants placés réclament justice et vérité

Procès des familles d'accueil de Châteauroux : violences niées, mémoires effacées, mais vies détruites.

Il est des affaires qui, à elles seules, disent tout d'un pays. De ses contradictions. De ses renoncements. De ses souffrances cachées derrière des murs administratifs.

La tragédie des familles d'accueil de Châteauroux en fait partie.

Nous sommes à Bourges, dans une salle d'audience trop calme pour contenir la violence accumulée. Ce 20 novembre 2025, Julien Martinez, identifié comme l'une des têtes pensantes d'un système illégal de placements d'enfants, comparaît en appel.

Entre 2010 et 2017, plus d'une soixantaine de mineurs du Nord et de l'Essonne ont été confiés clandestinement à des familles non agréées — parfois déjà condamnées pour violences sexuelles sur mineurs. Un réseau organisé, méthodique, lucratif, ayant capté près de 630 000 euros d'argent public sans en déclarer un centime.

En première instance, il avait été condamné à six ans d'emprisonnement et 20 000 euros d'amende.

Il est le seul des dix-neuf prévenus à avoir fait appel. Le seul à venir contester les violences. Le seul à nier ce que tant d'enfants ont subi.

Et dans le banc du public, cinq de ces enfants — devenus jeunes adultes — sont venus depuis le Nord, malgré la précarité, malgré la fatigue, malgré les nuits passées dehors que l'État n'a jamais voulu voir.

Un déni en règle : le prévenu rejoue le brouillard et la confusion

Dès qu'il ouvre la bouche, Martinez donne le ton :

« Elle est un peu lourde, votre peine », lance-t-il, ironique, comme si les violences reprochées étaient un simple litige comptable.

Pendant près de deux heures, il tente la même stratégie : tout contester, tout minimiser, tout renvoyer à un brouillard mental opportun.

Les gifles ? Les coups de boule ? Les coups de cravache ? Les strangulations ?

Rien ne lui revient.

Ce qu'il appelle pourtant, avec un cynisme désarmant, du “recadrage” — un mot qu'il a déjà répété vingt-quatre fois lors de son premier procès.

Puis vient l'épisode central, celui de Mathias, dont la parole a déclenché l'enquête en 2017.

À 15 ans, il a raconté avoir été saisi par la gorge « avec deux doigts », soulevé du sol, puis uriné dessus. Plusieurs témoins confirment. Les enquêteurs n'avaient plus de doute.

Martinez, lui, joue aujourd'hui l'amnésique.

Hier, il disait être ivre et ne pas se souvenir. Avant cela, il avait reconnu une partie des faits. À présent, il nient tout.

Même refus systématique face aux récits de Sofiane, Damien, Mario. Tous décrivent des violences.

Lui répond :

« Ils auraient contacté leurs référents. »

Sauf qu'il avait lui-même expliqué en 2018 que ces jeunes n'avaient pas de téléphone, dépendant du sien pour appeler.

Autrement dit, c'est lui qui contrôlait leurs voix, leurs possibilités de parler, de se protéger.

Un système organisé pour que personne ne parle

Les familles d'accueil ont raconté les consignes :

- ne jamais contacter les parents,
- éviter les médecins,
- éviter les hôpitaux,
- ne rien signaler aux services de l'État.

Un dispositif pensé pour que l'horreur reste invisible, hors radar, hors statistiques.

Un système qu'il nie aujourd'hui, sans jamais expliquer par quel miracle autant d'enfants, de familles d'accueil, de collègues, de témoins se tromperaient à l'identique.

« Ça fait huit ans... j'suis perdu », souffle-t-il.

Une mémoire sélective, comme le souligne Me Anna Khopp : il se rappelle certains détails insignifiants, mais jamais la tête de Sofiane forcée dans des toilettes.

Des médicaments donnés comme des outils de contrôle

Après les coups, l'autre horreur du dossier : l'administration de Valium, Risperdal, Tercian — parfois jusqu'à trois cachets par jour — alors même que ces molécules sont destinées à des troubles anxieux ou dépressifs sévères.

Les faits :

- ordonnances falsifiées par Bruno Cloud,
- deux médecins délivrant des prescriptions à distance, sans voir les enfants,
- et des familles d'accueil affirmant avoir donné les doses à la demande de Martinez.

Lui nie.

Mais la police a trouvé sur son propre téléphone des messages vocaux et écrits détaillant des dosages.

Les preuves sont là, mais il persiste dans le déni.

Trois heures de procès pour un mot : « désolé »

Après des heures d'esquive, de contournement, de contradictions, Martinez finit par lâcher un « désolé ».

Un souffle. Un murmure.

Sur le banc des victimes, on entend un « Enfin ! » épuisé.

Les jeunes présents n'ont pourtant rien obtenu.

Leurs vies, elles, ne se résument pas à un mot. Elles sont aujourd'hui fracturées :

- précarité extrême,
- santé brisée,
- isolement social,
- errance.

L'État les a confiés à un réseau illégal. Puis les a oubliés.

Ce sont des associations, et seulement elles, qui ont payé leurs trajets, leurs nuits d'hôtel, leurs repas.

L'avocat général demande l'évidence : l'incarcération immédiate

Vincent Bonnefoy, avocat général, demande :

- la confirmation des six ans de prison,
- un mandat de dépôt immédiat,
- au moins 400 000 € d'amende — bien loin des 20 000 € dérisoires du premier jugement.

Et il ajoute :

« De grâce, pas d'effet différé. Les parties civiles n'ont pas à attendre plus longtemps. »

Des mots qui, enfin, reconnaissent que la justice ne peut plus reculer.

Les angles morts du dossier : violences ignorées, crimes sexuels étouffés

Les avocates Rebecca Royer et Anna Khopp le rappellent : plusieurs faits n'ont jamais été transmis au tribunal.

Jamais examinés.

Jamais considérés comme existants juridiquement.

Parmi eux, les violences dénoncées par Angelina et Karl.

Elles engagent désormais une citation directe pour que leur vérité soit entendue.

Autre zone d'ombre : des agressions sexuelles signalées par quatre mineures — dont Angelina — et le viol d'une fillette de 8 ans.

Ces faits, pourtant gravissimes, n'ont pas été instruits lors de la première procédure.

Rappelons que Bruno Cloud a été condamné en 2017 à 20 ans de réclusion pour viols et agressions sexuelles incestueuses en récidive.

Et l'ASE du Nord ? Silence, lenteurs et signalements étouffés

Une plainte vise désormais le président du conseil départemental du Nord :

- blessures involontaires,
- non-dénonciation de violences.

Car le dossier révèle une réalité glaçante :

- des signalements jamais transmis au procureur,
- des alertes minimisées au nom de « résultats probants »,
- au moins cinq remontées graves laissées sans suite.

Quand l'État se tait, la violence prospère.

Quand les institutions protègent leur image au lieu des enfants, les prédateurs gagnent du temps.

« On veut faire sauter le silence »

À la sortie de l'audience, Maeva — l'une des victimes — prononce les mots qui devraient être gravés dans chaque rapport administratif du pays :

« On a le droit d'être là, de parler, d'être reconnus. »

Puis :

« Je veux faire sauter le silence, dire les choses, ne plus avoir peur. »

Ce procès n'est pas seulement le procès d'un homme.

C'est celui d'un système, d'un abandon institutionnel, d'un pays qui a laissé des enfants placés entre des mains dangereuses.

Un pays qui, trop souvent, ne veut pas savoir.

Le délibéré sera rendu le 22 janvier 2026.

Source : Mediapart (Réécriture)

© L'encre Libre – Tous droits réservés. Reproduction interdite sans autorisation écrite.